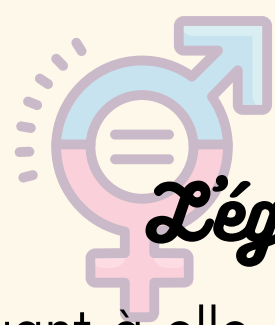


Le principe d'égalité



L'égalité formelle

L'égalité est un principe juridique fondamental garanti par des actes internationaux ainsi que par la Constitution. Selon ce principe, tous les citoyens dans la même situation bénéficient des mêmes droits et sont soumis aux mêmes obligations, sans considération de leur origine ou croyance. C'est aussi ce que l'on appelle l'**égalité formelle** qui se découpe en deux principes à savoir, l'**égalité devant la loi** et l'**égalité en droit**.



L'égalité concrète

L'égalité concrète, quant à elle, est l'objectif que l'on cherche à atteindre par la mise en place de dispositifs législatifs ou réglementaires détaillés lorsque l'égalité formelle est inefficace. On retrouve cela dans l'**égalité femme-homme** via les **discriminations positives**.



Le droit à la non-discrimination

Les différents types de discriminations

- 1 La **discrimination directe** est un traitement défavorable reposant sur un critère de discrimination, et ce, sans justification : par exemple, discriminer quelqu'un par rapport à son genre.
- 2 Il y a ensuite la **discrimination indirecte formelle**. Le traitement défavorable repose sur un critère de distinction qui n'est pas un motif de discrimination. Par exemple, accorder une prime aux salariés à temps plein est discriminant pour les temps partiel.
- 3 On peut aussi trouver la **discrimination indirecte matérielle** qui elle ne prend pas en compte de critère de distinction. C'est le cas où toutes les situations, mêmes différentes, sont traitées de la même manière. Par exemple, faire une réunion dans un bâtiment sans accès PMR est discriminant pour les personnes en situation de handicap.
- 4 En outre, il existe la **discrimination par association** où une personne va subir un traitement défavorable pour un critère discriminatoire d'un de ses proches. Par exemple, sanctionner un salarié pour l'appartenance syndicale de sa compagne.
- 5 Enfin, il existe la **discrimination multiple** qui est une discrimination fondée sur plusieurs critères discriminants.

Procédures pour faire valoir son droit à non-discrimination

Trois actions sont possibles pour faire valoir son droit à la non-discrimination. Passer par le **défenseur des droits**, faire une **action en substitution** par une association ou un syndicat ou encore, faire une **action de groupe**.

Hormis pour le droit pénal, le requérant doit seulement apporter des éléments de fait laissant supposer la discrimination et ce sera au défendeur de démontrer qu'il n'y a pas discrimination. Ici, on opère un **aménagement de la répartition de la charge de la preuve**.